

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22054 - 81ÈME ANNÉE

Initiative de la section PCR de Saint-Denis

Lancement d'une campagne d'affichages : « Arrête augmente les prix, foutor »

L'argent public ne doit pas cautionner un système de monopoles incontrôlables mais assurer la transition énergétique et la transformation sociale. La présentation des orientations de la mandature ne doit pas être bâclée. Les communistes lancent une campagne de sensibilisation.

Ce jeudi 23 avril 2026, Ary Yee Chong Tchi Kan entouré de plusieurs camarades communistes a expliqué le lancement d'une campagne d'affichages : « Arrête augmente les prix, foutor ».

Il a rappelé la genèse de ce projet.

Lors de la campagne électorale, les candidats étaient très interpellés à propos des augmentations de prix. A peine les élections terminées, les réalités ont surgi. L'état de grâce a été de courte durée. En effet, le Préfet annonce d'importantes augmentations de prix des carburants, aggravant le coût de la vie.

Nous avons distribué un tract sur le marché forain du Chaudron. Voici le contenu :

« Arrête augmente les prix, foutor ! »

En 2022 et 2023, la guerre en Ukraine a justifié des augmentations du prix de l'électricité. En 2026, la guerre en Iran justifie des augmentations du gaz et du carburant. Dans les 2 cas, le peuple Réunionnais est victime de la situation politique extérieure.

Qui profitent de tous ces millions que vous payez en plus ? EDF et les pétroliers ramassent un surplus de bénéfices ; l'État et les collectivités perçoivent des recettes supplémentaires à travers les taxes. Il faut la transparence sur toute la chaîne du profit.

Le constat est clair : ni l'Europe, ni la France, ni l'Observatoire des prix, ne sont capables de nous protéger. Les communistes de Saint-Denis dénoncent cette situation où le peuple réunionnais est pris en otage. Ils interpellent les responsables politiques.

1-Il faut accélérer une production énergétique bas carbone qui repose sur les ressources naturelles réunionnaises abondantes : le soleil, le vent, la mer, les déchets, la chaleur du volcan...

2-Il faut baisser la facture électrique des habitants et des collectivités publiques de 60 %. Les publicités des opéra-



teurs de centrales solaires disent que c'est possible. « So-ley y lève pou toulmoune ».

3-Les 24 Maires et les 2 présidents d'Assemblées doivent se réunir d'urgence pour prendre des décisions, capables d'amortir le choc des augmentations.

La population réunionnaise ne manquera pas de vous remercier pour votre diligence. »

Une courte vidéo a suivi la distribution de ce tract. Elle a eu un fort succès, dépassant les 10 000 vues, en 24 heures. Deux jours plus tard, Ary est l'invité du midi, à Réunion TV, qui l'interroge sur les raisons de cette initiative. Il a annoncé une campagne d'affichage et appelé les élus sur la nécessité d'une rencontre solennelle.

Depuis cette date, il est intervenu pour baisser les factures d'électricité. Il a interviewé Jules Dieudonné, ingénieur, ancien directeur du PRERURE à la Région, sous Paul Vergès.

Pression de la population sur les orientations de la mandature 2026-2033

Le point presse de ce jour se situe dans le contexte du prochain débat sur les orientations de la mandature 2026-2033. Il souhaite un débat ouvert et non bureaucratique comme pour se délester d'une corvée. Le moment démocratique est très important sous 2 angles :

- la date butoir de 2030 pour éradiquer les la pauvreté.
- la trajectoire « zéro carbone » à l'horizon 2050.

Un calendrier contraignant avec des objectifs chiffrés serait la bienvenue.

Il faut en profiter pour traiter tous les problèmes en suspend. Pour cela, la pression de la population est nécessaire.

Diverses actions spécifiques aux augmentations de prix et aux gaspillages vont accompagner la campagne d'affichage.

Hausse de 14 % en un an

Faillites d'entreprises : dans les anciennes colonies devenues départements français, la crise du système néocolonial s'aggrave

La hausse de +14 % des défaillances d'entreprises au premier trimestre 2026 dans les anciennes colonies françaises devenues départements confirme l'aggravation d'une crise structurelle. Avec 587 défaillances, après déjà +16 % en 2025, ces territoires figurent parmi les plus touchés de la République française. Pour Allianz Trade, la tendance se poursuit, alors même qu'un record national de plus de 70 000 défaillances est annoncé en France en 2026.

Cette situation est analysée comme la conséquence d'un modèle néocolonial fondé sur la dépendance, où les transferts publics venus de France alimentent davantage des profits privés rapatriés que le développement d'une économie productive locale. Les défaillances d'entreprises révèlent ainsi l'épuisement de ce système.

La Réunion, avec 269 entreprises défaillantes, est le principal contributeur à cette crise devant la Martinique et la Guadeloupe. Si ce chiffre traduit le poids économique du pays, il met surtout en lumière sa vulnérabilité, dans une

économie largement dominée par l'importation. La flambée de +117 % en Guyane confirme que la crise est générale.

Les secteurs les plus touchés — services (37 %), construction (23 %) et commerce (18 %) — illustrent cette fragilité. Ce sont des activités particulièrement exposées à la baisse de la consommation, à l'augmentation des coûts importés et à la domination de circuits économiques contrôlés hors des territoires.

Pour cette analyse, la multiplication des faillites n'est pas une simple conséquence conjoncturelle, mais le produit d'une organisation économique qui freine le développement endogène. Les chiffres d'Allianz Trade apparaissent comme un avertissement : sans rupture avec cette logique de dépendance, l'asphyxie du tissu économique local risque de s'aggraver.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Ceux qui nourrissent le pays vivent dans la pauvreté

42,1 % des agriculteurs sous le seuil de pauvreté à La Réunion

Selon une enquête INSEE-Agreste publiée le 22 avril, 42,1 % des personnes vivant dans un ménage agricole à La Réunion sont sous le seuil de pauvreté, un record bien supérieur à la moyenne française (16,3 %). Ce chiffre révèle l'échec d'un modèle où ceux qui nourrissent la population vivent dans la précarité. Pour les agriculteurs réunionnais, cette réalité renforce l'exigence d'un autre partage des richesses et d'une politique agricole fondée sur la justice sociale.

Les chiffres publiés le 22 avril par l'INSEE, en partenariat avec l'Agriste, confirment une réalité que les agriculteurs réunionnais dénoncent depuis longtemps : le monde agricole est frappé de plein fouet par la pauvreté. Selon cette enquête fondée sur les données du recensement agricole de 2020, 16,3 % des personnes vivant dans des ménages agricoles en France sont sous le seuil de pauvreté, soit 3,5 points de plus que la moyenne des ménages actifs.

Record de pauvreté à La Réunion

Mais à La Réunion, la situation est d'une toute autre gravité. Ici, 42,1 % des personnes vivant dans un ménage agricole sont concernées par la pauvreté. Près d'un sur deux. Un chiffre sidérant, bien au-dessus de la Martinique (31,4 %) ou de la Corse (30 %), et qui dit l'ampleur du scandale social.

Comment accepter que celles et ceux qui produisent la nourriture, entretiennent les terres, préservent les paysages et participent à la souveraineté alimentaire soient parmi les plus pauvres du pays ? Comment tolérer qu'un agriculteur sur deux ou presque vive dans des conditions précaires pendant que d'autres captent la valeur créée par son travail ?

Le produit d'un système

Ces chiffres ne relèvent pas de la fatalité. Ils sont le produit d'un système. À La Réunion, les petits planteurs, les éleveurs, les maraîchers subissent depuis des décennies la domination de filières organisées au bénéfice des grands groupes et des intermédiaires. Dans la canne, les planteurs dénoncent depuis longtemps une répartition injuste des richesses. Dans d'autres productions, les coûts explosent pendant

que les revenus stagnent.

Cette pauvreté agricole est aussi la conséquence d'un modèle économique imposé, fondé sur la dépendance, les importations et la concentration du pouvoir économique. Le monde agricole réunionnais paie le prix fort d'un système où les producteurs sont souvent relégués au bout de la chaîne, sans maîtrise sur les prix, sans poids réel dans les décisions. Et pourtant, sans eux, pas de production locale, pas de sécurité alimentaire, pas de vie dans les hauts, pas d'entretien des territoires. Les agriculteurs ne demandent pas l'assistance ; ils demandent justice.

Illustration du sous-développement causé par la « départementalisation »

Ces chiffres renforcent les revendications portées depuis des années pour une autre politique agricole : prix rémunérateurs, juste partage de la valeur, soutien renforcé aux petites exploitations, accès au foncier, maîtrise publique des choix stratégiques. Peut-on parler de développement quand ceux qui nourrissent le peuple sont condamnés à la pauvreté ? La Réunion est bien un pays sous-développé, conséquence de la « départementalisation ». À La Réunion, cette réalité rejoint le combat plus large pour l'égalité réelle et la souveraineté. Sortir les agriculteurs de la pauvreté, ce n'est pas seulement répondre à une urgence sociale. C'est défendre un projet de société où le travail paysan est reconnu, respecté et rémunéré à sa juste valeur.

M.M.

Oté

**« Lyèw i koné son zèrb ! » :
In kozman pou la rout**

Mézami, mi panss zot la fine obsèrv bann zanimo épi zot manyèr fèr kan zot lé dann la natir. Dsi la késtyonn zèrbaz, i diré banna i koné kèl zèrb i fo zot i pran pou protèz azot kont tèl sansa tèl maladi, épi sirtou pa pran d'ote pou pa ète dann danzé..

Rogard poul ! zot i suiv zot momon toultan zot lé pti épi kan zot la grandi zot i koné san domann zot momon kossa i fo prann an ka d'maladi... koman zot i koné sa ? Sirésèrtin sé zot momon sansa bann pli gro l'amontr azot.

Lyèw i koné son zèrb, sa lé sirésèrtin é an parlann moune si ni di kozman mwin la mark an-o la sa i vé dir demoune néna la pratik pou konète sak i vé azot lo bien mé galman sak i vé azot lo mal, dann kèl sityassion zot va gingn malèr sansa non.

Alé ! Mi kite azot rofléshir dsi kozman nou la poz zordi é ni retrouv pli dvan sipétadyé.

Justin